

Domaines d'intervention possibles dans le processus d'étude de la fusion

Généralités

- Recherche de périmètres appropriés aux plans économique, géographique, historique et culturel

Peuple / Etat / Autorités

- Nom: reprise d'un nom existant ou création d'un nouveau nom pour la commune issue de la fusion
- Armoiries communales: reprise d'armoiries existantes ou création de nouvelles armoiries
- Recueil d'expériences actuelles de coopération intercommunale (p. ex. dans le domaine scolaire) et d'autres types de coopération concernant plusieurs communes (p. ex. associations)
- Changements, le cas échéant, en cas d'appartenance à des entités régionales (p. ex. régions d'aménagement, conférences régionales)
- Incidences pour les autres collectivités de droit public
- Incidences pour les communes bourgeoises et les paroisses
- Répercussions sur les rapports juridiques existants (contrats de bail, assurances, contrats de coopération, décisions)
- Structure des autorités
- Organisation de l'administration
- Incidences pour le personnel: suppression de postes ou création de postes en cas de reprise de tâches qui étaient jusqu'alors déléguées
- Respect de l'identité
- Paysage politique, associations, organisations

Finances

- Situation financière de chaque commune
- Evolution prévisible des finances (taux d'imposition) **avec et sans** fusion
- Nouvelles dépenses attendues suite à la fusion
- Frais de transaction pouvant découler de la fusion (p. ex. nouvelle maison communale)
- Economies attendues suite à la fusion
- Répercussions sur la péréquation financière
- Répercussions sur la structure des contribuables
- Comparaison des émoluments
- Répercussions sur les subventions existantes

Education et formation

- Structures scolaires
- Extension des offres dans quelques communes (p. ex. école à journée continue, structures d'accueil collectif de jour)
- Evolution du nombre d'élèves
- Chemins menant à l'école
- Transports d'élèves
- Direction des établissements scolaires
- Ecole de musique

Infrastructure

- Répercussions sur l'infrastructure (p. ex. utilisation de maisons communales, de bâtiments scolaires, de salles de gymnastique désormais vides)
- Doublons dans les entreprises communales
- Etat des routes / investissements nécessaires
- Organisation de l'alimentation en eau / de l'assainissement / de la gestion des déchets
- Cimetière
- Systèmes informatiques, contrôle des habitants

Sécurité publique

- Système d'alarme / répartition des zones d'organisations de sauvetage
- Sapeurs-pompiers
- Protection civile
- Organe de conduite communal

Aménagement du territoire

- Etat des plans de l'aménagement local / date des réglementations fondamentales en matière de construction
- Recoupements dans la numérotation des bâtiments

Aspects d'organisation

- Type et fréquence de l'information de la population